



HAL
open science

Geographers and geographies in Toulouse in the 1970s

Marie-Pierre Sol

► **To cite this version:**

Marie-Pierre Sol. Geographers and geographies in Toulouse in the 1970s. Bulletin de l'Association de géographes français, 2015. hal-01516282

HAL Id: hal-01516282

<https://hal.science/hal-01516282>

Submitted on 29 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géographes et géographie(s) à Toulouse dans les années 1970

Les transformations de la géographie française abordées durant cette journée ont concerné l'ensemble des universités au cours des années 1970, même si elles ne sont pas absolument uniformes. Pourtant, dans ce qui constituait alors l'UER de géographie de la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, ou *Institut de géographie Daniel Faucher*¹, l'évolution n'a pas été en tous points conforme aux tendances générales. Car les géographes toulousains ont très peu participé aux débats autour de « la nouvelle géographie », leurs seules interventions notables se limitant aux premiers numéros d'*Hérodote*. Au cours de cette période, la géographie « théorique et quantitative » n'a pénétré ni dans la recherche ni dans l'enseignement toulousains, sans que cela y soit discuté ni même explicité². Pourtant le groupe des géographes de Toulouse, l'un des plus importants de France quant aux effectifs, apparaît bien autour de 1970 comme dynamique, novateur, et... « de gauche ».

Ce paradoxe conduit à s'interroger sur les rapports entre une critique sociale-politique et une critique épistémologique dont l'entrelacement, chez les géographes novateurs, a été bien montré par Olivier Orain (Orain, 2009). Or à Toulouse, si la première de ces dimensions de la critique est fortement affirmée, la seconde ne se manifeste pas. Pour éclairer cette singularité, certaines caractéristiques de cet Institut de Géographie autour de 1968, qui aident à comprendre l'évolution ultérieure, peuvent être mises en évidence. Quelques repères sont ensuite proposés pour identifier la ou les géographies produite(s) et enseignée(s) à Toulouse dans les années 1970.

Autour de 68

À la fin de la décennie 1950, l'Institut Daniel Faucher ne compte qu'une vingtaine d'étudiants ; mais, suivant la tendance démographique générale des universités, cet effectif augmente rapidement (740 en 1968), de même que celui des enseignants (24 en 1968). Parmi ceux-ci, c'est Bernard Kayser qui va jouer un rôle déterminant, pour des raisons d'abord institutionnelles. Arrivé comme maître de conférences en 1958, nommé professeur en 1964 (professeur sans chaire dès 1961), il

¹ Dont Christian Béringuier, dès 1964, et Claude Bataillon, entre 1973 et 1982, ont été, entre autres, des membres enseignants et chercheurs. Je remercie très vivement chacun d'eux pour avoir bien voulu me livrer son témoignage, mais aussi son analyse réflexive, lors d'entretiens récents (printemps 2014). Cependant mes propos n'engagent que moi, et se fondent aussi, en partie, sur mes propres souvenirs d'étudiante (de 1974 à 1981).

² Je suis reconnaissante à Olivier Orain qui a attiré mon attention sur cette singularité.

effectue l'intégralité de sa carrière universitaire à Toulouse³. Jusqu'en 1973, il est l'unique professeur de l'Institut Daniel Faucher qui ne soit pas un géographe avant tout « physicien », et à ce titre il influence fortement les orientations scientifiques et pédagogiques en géographie humaine. En outre, il exercera les fonctions de directeur de l'UER de géographie de 1970 à 1977. À cela s'ajoute sa personnalité : il « avait une extraordinaire aura, du charisme et une élégance particulière »⁴.

D'emblée, B. Kayser incarne une géographie « moderne », qui séduit les étudiants. Il introduit de nouveaux cours, dont les thématiques sont en prise avec l'évolution du monde : sur les villes et sur le Tiers-Monde. Le plus remarquable est son ouverture extra-disciplinaire, alliée à l'absence de tout souci d'identification spécifiquement « géographique » ; cela le conduit par exemple à « [réclamer] pour ceux qui sont aujourd'hui institutionnellement des géographes la possibilité de se fondre dans le groupe large des "sciences sociales" »⁵. Aussi certains de ses collègues considèrent-ils qu'il n'est pas « un (vrai) géographe ». Au début des années 1970, il recrute de nombreux non-géographes qui interviennent ponctuellement dans les enseignements, ou même deviennent assistants — par exemple un agronome-économiste, un urbaniste, une juriste ...

C'est notamment en direction de la sociologie que B. Kayser se tourne. Dès 1964, un « groupe d'études urbaines » réunit régulièrement des géographes et des sociologues, parfois des chercheurs d'autres disciplines. À partir de ces rencontres peu formalisées, dont ils ont eu l'initiative, B. Kayser et le sociologue Raymond Ledrut créent le Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines (CIEU), qui acquiert un statut officiel le 30 juin 1966 : « par décision de l'Assemblée de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de Toulouse. [Le CIEU est] "chargé de coordonner et de promouvoir au sein de cette Faculté les activités pédagogiques et scientifiques liées à la connaissance des villes et des populations urbaines. Il est habilité à se constituer en bureau d'études, pour conclure avec les pouvoirs publics ou des utilisateurs privés des contrats de recherche touchant à sa spécialité." Le directeur en est Bernard Kayser et le secrétaire Christian Béringuier.⁶ » Le « long compagnonnage⁷ » entre B. Kayser et R. Ledrut, tous deux animés par une aspiration commune à la « Science Sociale de Synthèse », relève d'une « complémentarité complexe », qui a été fondamentale pour le CIEU : R. Ledrut, d'abord philosophe, est un théoricien, tandis que B. Kayser, « l'antipode », fait preuve d'un « empirisme raisonné »⁸. Leur alliance fonctionne en outre comme stratégie sur le plan institutionnel. Car l'existence du CIEU permet de justifier des recrutements : de chercheurs, surtout en sociologie⁹, et d'enseignants, surtout en géographie où le nombre d'étudiants augmente plus rapidement. Le CIEU est aussi un élément central des « différents projets interdisciplinaires » invoqués par B. Kayser lorsque, à l'automne 1968, il argumente pour la création à Toulouse d'un Institut d'urbanisme (qui ne se fera pas).

Le travail théorique mené au sein du groupe d'études urbaines puis du CIEU a marqué les géographes qui y ont participé, et probablement la géographie qu'ils ont développée ensuite. En

³ Contrairement à Roger Brunet, notamment, qui a enseigné à l'Institut Daniel Faucher de 1957 à 1966. Mais son départ définitif intervient avant la période qui nous intéresse ici ; on notera seulement la nature fortement conflictuelle des relations entre R. Brunet et B. Kayser, attestée par différents témoignages.

⁴ Selon Anne-Marie Arnauné (communication lors de la Journée en hommage à Bernard Kayser, le 6/12/2002 à l'UTM).

⁵ Manuscrit de 1976, communiqué par C. Bataillon.

⁶ Repris dans Jalabert, 1999, « Petite histoire d'une équipe de recherche... ».

⁷ L'expression est de Jean Pilleboue (Journée en hommage à Bernard Kayser, 6/12/2002).

⁸ Cette expression, comme les deux précédentes, est tirée de l'hommage de Ch. Béringuier à R. Ledrut (Béringuier, 1990).

⁹ Le Centre de Recherches Sociologiques de Toulouse avait été créé en 1956 – et a été dirigé jusqu'en 1982 – par R. Ledrut.

effet, R. Ledrut les a poussés à « approfondir la notion d'espace¹⁰ », alors que ce type de questionnement ne s'imposait pas encore à l'ordre du jour de jeunes géographes. L'espace est la projection au sol des rapports sociaux : telle est l'idée majeure qui est formulée et travaillée. Ainsi les objets d'étude ne sont pas cantonnés à ce qui est strictement urbain, et relèvent aussi, par exemple, de l'aménagement régional. À partir de 1970, la revue *Espaces et sociétés*, dans laquelle R. Ledrut joue en rôle important¹¹, apportera une visibilité notable à ce type de travaux.

Quant aux *événements* survenus au printemps 1968 et dans les mois suivants, ils ont eu des effets moins directement perceptibles sur l'évolution de l'Institut Daniel Faucher dans les années 1970, et par là sur sa singularité. En effet — et cela n'est pas propre à Toulouse —, le lieu de ces *événements* n'est pas disciplinaire, en raison tout à la fois de la configuration des locaux de la Faculté des lettres et sciences humaines (où les différentes disciplines cohabitent étroitement), de leur situation dans la ville, des formes prises par le mouvement et du contenu-même de la plupart des débats. S'agissant de la critique de l'université, il semble qu'un axe majeur en ait été le cloisonnement disciplinaire de la recherche, mais aussi des enseignements et de l'organisation institutionnelle ; l'interdisciplinarité est donc un mot d'ordre essentiel pour ceux qui veulent transformer l'université. Et, à l'automne 1968, au moment du vote de la loi Faure, une partie des géographes — dont, évidemment, ceux qui participaient déjà au CIEU — a voulu la création d'une UER commune Géographie-Sociologie... qui ne s'est finalement pas faite¹².

Les réorganisations institutionnelles de cette période sont concomitantes à Toulouse d'un autre changement majeur : le déménagement de la toute nouvelle Université au Mirail. Il se fait en plusieurs étapes, suivant l'avancée de la construction des bâtiments. En 1971¹³ les géographes, volontaires pour cela, sont parmi les premiers — avec les sociologues et après les hispanistes — à quitter les locaux exigus, devenus très insuffisants¹⁴, de la rue Lautman, dans ce que l'on désigne parfois comme le « quartier latin » de Toulouse. Ils partent pour le lointain Mirail, « au milieu de nulle part », lieu d'« exil » et non la « ville nouvelle » un temps annoncée. Mais dans cette Université, alors encore en chantier, il y a de la place : des salles de cours nombreuses et lumineuses, des bureaux pour les enseignants, et surtout, à partir de 1973, des locaux spécifiques aux différentes UER, chacune pouvant dès lors s'organiser comme elle l'entend. L'Institut Daniel Faucher est d'abord installé provisoirement, cohabitant avec la sociologie. « On était bien », dit Ch. Béringuier. Puis il aménage dans les locaux qu'il occupera jusqu'en 2015. Une plaque en marbre portant la mention « Institut de Géographie Daniel Faucher » est posée à l'entrée du bâtiment, bien que l'UER n'ait pas un statut spécifique d'institut ; on peut voir là une affirmation identitaire, fondée sur la continuité non seulement avec Daniel Faucher lui-même, mais aussi, peut-être, avec l'ancienne Faculté. Un laboratoire de géographie physique et un atelier de cartographie (à l'origine desquels se trouve François Taillefer¹⁵), puis un centre de documentation (créé par B. Kayser) propre à l'Institut Daniel Faucher, accentuent cette « spécificité » revendiquée par de nombreux géographes (pas seulement à Toulouse).

¹⁰ Selon Ch. Béringuier (entretien).

¹¹ R. Ledrut est membre du « collectif de rédaction » (comme B. Kayser un temps) et du secrétariat de la revue. Il en sera directeur de 1974 jusqu'à son décès en 1987.

¹² Ceci bien que la création de cette UER ait été officiellement proposée, avec celle des autres UER, par le Doyen Godechot dans sa lettre au Recteur datée du 5 décembre 1968. Dans cette lettre il écrivait : « S'il y a eu quelques dissentiments relatifs à l'union de la Sociologie et de la Géographie, ces dissentiments proviennent essentiellement de question de personnes. » (source : archives de l'UTM).

¹³ Je n'ai pas pu vérifier cette date.

¹⁴ Toutefois, la géographie était la seule discipline à avoir des locaux spécifiques, « grâce à » Daniel Faucher.

¹⁵ Directeur de l'Institut de Géographie de 1952 à 1966 (il a succédé à D. Faucher) ; administrateur provisoire puis Président par intérim de l'Université Toulouse-Le Mirail de 1974 à 1976.

Cependant, la représentation d'un collectif uni que l'Institut Daniel Faucher continue à se donner et à donner à l'extérieur recouvre non seulement des dissensions et des conflits, mais aussi des postures de recherche, des objectifs et des pratiques d'enseignement divergents, au travers desquels il est possible de repérer une singularité toulousaine.

Façons de faire et d'enseigner la géographie

Les géographes toulousains se tiennent largement à l'écart de la « révolution scientifique » (au sens de Th. Kuhn) du début des années 1970, en ignorant de fait l'émergence d'une géographie théorique et quantitative en France — du moins en laissant leurs étudiants dans une ignorance totale de cette géographie et des débats qu'elle suscite. Cette attitude, commune à bien d'autres géographes, peut être interprétée comme strictement conservatrice. Mais une partie au moins des Toulousains a perçu la géographie théorique et quantitative comme émanant de « technocrates » au service du pouvoir politique et/ou économique; leur rejet se fonderait alors aussi sur des motifs idéologico-politiques à visée progressiste. Toutefois ceux-ci ne sont pas étayés ; c'est pourquoi il s'agit bien d'une ignorance de la géographie théorique et quantitative, dans le sens où il n'a pas été mené (semble-t-il) de travail critique de ce courant.

Par rapport à la période antérieure, le contenu des enseignements n'est donc pas bouleversé, mais les thématiques abordées sont actualisées : en 1974-75, par exemple, on traite de la crise du pétrole et du chômage comme « initiation à la géographie humaine » en première année de DEUG. De façon générale, les exigences méthodologiques restent faibles, hormis l'injonction du « terrain », sur lequel les étudiants sont envoyés ou accompagnés lors de « sorties » fréquentes, plus ou moins lointaines. De « problématique » ou de « construction de l'objet », il n'est guère question. Pour autant, la critique de la géographie établie n'est pas absente ; mais elle concerne plus les finalités de la discipline — et donc le rôle des géographes — que ses fondements épistémologiques. Elle est développée à partir de postures d'ordre idéologico-politique qui ne sont pas partagées par tous.

Certes, la quasi-totalité des géographes toulousains se situent « à gauche ». Contrairement à ce qui se passe dans nombre d'universités, il n'existe pas à Toulouse de « patron » de droite à combattre, de mandarin à qui s'opposer parce qu'il serait hostile à une évolution de la discipline et que son pouvoir entraverait les efforts de la nouvelle génération d'enseignants et de chercheurs. Les relations entre personnes sont assez peu formalisées, si bien que la hiérarchie ne s'impose pas violemment — ce qui ne signifie pas qu'elle n'existe pas. B. Kayser, en particulier, exerce une autorité certaine sur la plupart des assistants et maîtres-assistants de géographie humaine ; mais c'est une autorité de nature intellectuelle, qui paraît légitime et supportable. Tout cela participe de la singularité de cet Institut et contribue, dans l'atmosphère post-soixante-huitarde, à renforcer son image d'ouverture et de modernité. « Vous êtes le groupe de géographes de gauche le plus important de France », dit un jour¹⁶ à Toulouse, Yves Lacoste.

Cependant, il existe entre ces géographes de profonds dissentiments, dont les origines sont souvent anciennes, qui ont pu s'indurer en 1968, et qui sont périodiquement réactivés par l'agitation qui secoue l'université : durant les grèves étudiantes (1971, 1973, 1974, 1976...) et surtout en raison des enjeux de pouvoir, au niveau de la présidence de l'Université¹⁷ comme à celui de la direction de

¹⁶ Entre 1978 et 1980 (souvenir personnel).

¹⁷ On notera à ce propos que les géographes toulousains paraissent avoir un certain penchant à diriger l'Université : D. Faucher a été doyen de la Faculté de 1944 à 1952. Ont été ensuite présidents de l'Université : F. Taillefer (*cf. supra*, note 13), et, au-delà de la période qui nous intéresse ici, Georges Bertrand (de 1986 à 1991) puis Romain Gaignard (de 1996 à 2001). Sans compter les autres fonctions de direction (vice-présidences, *etc.*). Quant à B. Kayser, il a

l'UER. Les orientations politiques s'organisent autour de trois tendances : les membres ou sympathisants du Parti Communiste (PCF), les tenants d'une gauche progressiste et modérée, et les « gauchistes ». Les appartenances syndicales ne sont pas parfaitement homologues de ces tendances, que l'on retrouve toutes au sein du SNESUP, nettement majoritaire, tandis que le SGEN est alors un syndicat qui prône l'autogestion, proche de l'extrême-gauche — mais cela n'est guère singulier. Ce qui est plus remarquable, c'est qu'à ces clivages politiques correspondent des façons divergentes de faire et d'enseigner la géographie, probablement aussi de la concevoir : selon qu'ils s'inscrivent dans telle ou telle tendance, ces géographes ne travaillent pas dans la même branche de la discipline, ni, *a fortiori*, sur les mêmes thématiques ; et leurs pratiques pédagogiques diffèrent, tant par le style de leurs relations avec les étudiants, que par le type d'exigence qu'ils mettent en avant. Or il semble qu'il n'y ait pas eu de véritable débat collectif à propos de ces divergences — sinon, peut-être, « en interne », dans chaque tendance. Ainsi des inimitiés profondes ont-elles perduré, fondées à la fois sur des désaccords (des oppositions ?) idéologiques et politiques, et sur des conceptions différentes du travail d'enseignant et de chercheur en géographie.

Quelles lignes de clivage peut-on repérer, qui correspondent à ces deux ordres de différenciation des postures? Comme l'écrit C. Bataillon, « [en 1973, B. Kayser] et sa majorité prônaient une géographie — humaine ou écologique — appliquée et militante à la fois, entre contrats et subversion, face aux tenants de la "filière agrégation", au demeurant durablement dépourvue de débouchés à cette époque. ¹⁸ » C'est bien dans cette divergence fondamentale quant aux finalités de la géographie que se trouve la principale opposition selon laquelle s'organisent les luttes internes à l'Institut Daniel Faucher pour la captation des étudiants, l'attribution des postes, *etc.* En effet, cette divergence est aussi de nature politique : les « tenants de la "filière agrégation" » sont en même temps, pour la plupart, les membres et sympathisants du PCF, tandis que la « majorité [de B. Kayser] » correspond à la gauche « non-communiste », elle-même composite, animée de débats et traversée de désaccords.

La tendance PCF-préparation des concours peut être qualifiée de conservatrice, au moins¹⁹ dans la mesure où la géographie qui y est enseignée est fondamentalement *classique* — ce qui n'empêche pas qu'elle soit imprégnée du *legs "georgien"* ²⁰ pour ce qui relève de la géographie humaine. Mais elle fait une large part à la géographie physique, donc à la géomorphologie, et reste, pour l'essentiel, fermée aux mises en question. Sans doute le souci de la réussite des étudiants aux concours de l'enseignement explique-t-il largement cette orientation ; mais il ne peut pas la justifier totalement, puisque dans cette période les débouchés vers l'enseignement secondaire vont en s'amenuisant. Et s'ils se tiennent à l'écart du CIMA (Centre interdisciplinaire d'étude sur les milieux naturels et ruraux), créé en 1969 par Georges Bertrand, c'est en partie au moins en raison d'une inimitié profonde et d'une rivalité latente entre personnes.

Car Georges Bertrand, quant à lui, et le groupe qu'il a constitué avec le CIMA, devenu équipe associée au CNRS en 1972, correspondent à une autre tendance qui s'insère dans la « majorité de B. Kayser ». G. Bertrand a entrepris une critique théorique de la géographie physique fondée sur l'hégémonie de la géomorphologie, en promouvant une géographie « de l'environnement » ou « du paysage », qu'il situe « entre nature et société ». Il assume la dimension épistémologique de cette critique, la reliant même directement à mai 68 qui est pour lui « le printemps de l'interdisciplinarité » : « *J'ai aimé mai 68. Je ne dirai jamais assez, à contre-courant des humeurs*

toujours refusé de présenter sa candidature.

¹⁸ Dans *Hérodote*, « La disparition de Bernard Kayser » (n°103, 2001).

¹⁹ On pourrait aussi considérer sur un autre plan qu'en mai 68 et dans la période post-68 une position politique proche du PCF est *conservatrice*, mais certains objecteraient que c'est là affaire d'opinions.

²⁰ L'expression est de O. Orain, dans « La géographie comme science » (2006).

conservatrices devenues culturellement correctes, ce que mon itinéraire scientifique doit aux “événements” du printemps 1968. [...] [Cette “révolution”] a surtout été une nouvelle pratique, dans la recherche, dans la pédagogie, dans le travail, sur le terrain, et dans l’ouverture sur la théorie.²¹ » Les travaux de G. Bertrand ont eu une résonnance importante et l’équipe qu’il a fondée²² s’est développée au sein de l’Université toulousaine, fournissant des enseignants qui y assurent la pérennité d’une géographie « de l’environnement ». Néanmoins, ses innovations conceptuelles (à partir du géosystème notamment), comme sa persévérance à promouvoir l’interdisciplinarité, ne se sont guère diffusées hors de ses domaines de recherche.

Du côté de la géographie humaine, il n’existe pas de clivage analogue à celui qui traverse la géographie physique/de l’environnement. En effet, si quelques enseignants-chercheurs se rattachent à la tendance PCF-préparation des concours, ils ne constituent pas une équipe qui travaillerait en cercle fermé. C’est donc la « majorité de B.Kayser » qui domine à peu près exclusivement, sans toutefois constituer un groupe homogène : elle est agitée par des recompositions d’alliances, au gré des enjeux et des moments. La géographie produite et enseignée, on l’a vu, prolonge ce qui se faisait dans les années 1960, en abordant des thèmes en prise avec les problèmes et les transformations du monde. Quant aux tropismes régionaux, développés souvent à l’initiative de B. Kayser, ils se situent surtout du côté de la Méditerranée et du Tiers-Monde — tout particulièrement de l’Amérique latine. Le CIEU, à l’origine des débats et réflexions les plus fructueux qui ont été menés au sein de l’Institut Daniel Faucher autour de 1968, évolue à partir du début des années 1970 : les sociologues (dont le laboratoire est désormais associé au CNRS) n’y participent plus guère ; les recherches et travaux d’étudiants sur contrats, principalement avec des collectivités territoriales, commencent à prendre le pas sur les débats théoriques et la recherche indépendante, tendance qui se confirmera dans la décennie suivante. Cependant, une posture critique (« contestataire », pouvait-on dire à l’époque) est encore revendiquée, et sous-tend les recherches collectives financées par le CNRS et menées à l’initiative de B. Kayser avec d’autres universités²³ : notamment la RCP « Les structures régionales du Midi de la France et de la Catalogne », avec des géographes d’Aix, Barcelone, Bordeaux, Montpellier, Pau, qui a donné lieu à une série de publications sous le titre de REMICA.

Mais « l’alchimie entre contrats et subversion », qu’évoque C. Bataillon pour caractériser l’orientation donnée par B. Kayser, paraît bien difficile à réaliser — d’ailleurs, ne constituerait-elle pas une aporie ? Des membres du CIEU de la première heure, tel Ch. Béringuier, quittent l’équipe, refusant un fonctionnement de type bureau d’études, et assument leur engagement dans une géographie militante, avec une partie de leurs collègues dont les objets sont plutôt ruraux. Acteurs des « luttes urbaines » et plus largement des luttes contre l’aménagement « capitaliste », ils participent à l’Union des comités de quartier toulousains, à la création du GIAM (Groupe Information Aménagement) en 1976 et publient *Territoire à prendre* à partir de février 1977. Ils associent volontiers leurs étudiants à ces recherches participantes, et, comme enseignants, s’efforcent d’instaurer des rapports non hiérarchiques, parfois jusque dans les modalités d’évaluation des « UV » (unités de valeur) qu’ils ont la responsabilité d’attribuer.

Ce sont donc *des* géographies qui sont produites et enseignées à l’Institut Daniel Faucher durant les années 1970. Leur diversité renvoie tant à celle des positions politiques des géographes de Toulouse qu’aux divergences de leurs postures scientifiques et pédagogiques. Mais, au-delà de ces désaccords et des conflits qu’ils engendrent parfois, « ils font corps tous ensemble lorsqu’il s’agit de

²¹ G. Bertrand, 2009, « En passant par le paysage... », *Geodoc* n°56, UTM.

²² Dans le prolongement du CIMA, c’est l’UMR Geode à partir de 1994.

²³ Voir à ce sujet : ORAIN, O., et SOL, M.-P., 2007, « Les géographes et le travail collectif. La recherche coopérative sur programme à l’œuvre », *La Revue pour l’histoire du CNRS*, n° 18, automne 2007, p. 11-14.

défendre les intérêts de l'Institut²⁴ » face aux autres composantes de l'Université ou à sa direction, ou face au Ministère, par exemple lorsqu'il s'agit d'obtenir ou de conserver des postes, ou des locaux. L'affirmation qu'il existe une identité géographique à préserver paraît alors l'emporter — à moins qu'un tel esprit de corps ne se retrouve peu ou prou dans tout groupe disciplinaire à l'université, ou bien qu'il ne s'agisse là que d'argumentation tactique.

Finalement, si singularité il y a, on peut la repérer à deux niveaux qui s'articulent de façon paradoxale. D'une part, la géographie toulousaine se distingue en ce qu'elle est la fois ouverte et moderne, volontiers critique, mais sans aucune rupture, au début des années 1970, par rapport à la période antérieure. D'autre part, malgré sa richesse, il n'existe pas véritablement ce que l'on pourrait désigner comme une *école toulousaine* de géographie, dont les conceptions ou les pratiques se seraient diffusées en tant que telles. À ces deux égards, et bien qu'elle ne puisse ni tout expliquer ni rendre compte de l'ensemble de ce qui s'est fait, la personnalité de B. Kayser paraît avoir joué un rôle important : lui qui a eu le plus d'influence durant les décennies-clefs de 1960 à 1980 se situait en-dehors de toute préoccupation strictement disciplinaire.

Références bibliographiques

- BATAILLON, C., 2001, « La disparition de Bernard Kayser », *Hérodote*, n°103, p. 203-204.
- BATAILLON, C., 2006, « Six géographes en quête d'engagement : du communisme à l'aménagement du territoire. Essai sur une génération », *Cybergeo*, doc. 341.
[En ligne: <http://cybergeo.revues.org/1739>]
- BÉRINGUIER, Ch., 1990, « Une dimension cachée de Raymond : Ledrut géographe », dans R.Ledrut, *Dits et inédits*, Toulouse : PUM, p. 51-54.
- BERTRAND, G., 2009, « En passant par le paysage. Un demi-siècle d'itinérences paysagères (1955-2009) », *Geodoc* n°56, Toulouse : Département de géographie, UTM.
- JALABERT, G., 1999, « Petite histoire d'une équipe de recherche : le Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines (CIEU) », *Les papiers du CIEU*, n°1, Toulouse : UTM [En ligne: <http://w3.lisst.univ-tlse2.fr/ressources/papierglob.pdf>]
- JALABERT, G., 2009, *Mémoires de Toulouse*, Toulouse : PUM, 294 p.
- KAYSER, B. et al., 1990, *Géographie. Entre espace et développement*, Toulouse : PUM, 284 p.
- ORAIN, O., 2006, « La géographie comme science », dans M.-C. Robic., dir., *Couvrir le monde. Un grand XXe siècle de géographie française*, Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF), p.119-123
- ORAIN, O., 2009, *De plain-pied dans le monde*, L'Harmattan, 427 p.
- ORAIN, O., « Mai-68 et ses suites en géographie française », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, « Les années 68 des sciences humaines », à paraître en 2015.
- ORAIN, O., et SOL, M.-P., 2007, « Les géographes et le travail collectif. La recherche coopérative sur programme à l'œuvre », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, automne 2007, p. 11-14.

²⁴ Propos de C. Bataillon (document personnel).